

(1)

(N° 116)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 1914

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

Désireux de me conformer à l'usage, je dirai même à la tradition, je refléterai dans ce rapport, aussi exactement que possible, l'ensemble de la discussion dont le Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail a été l'objet en section centrale.

Celle-ci a été relativement courte, aucun des grands problèmes économiques n'a été touché.

Les membres faisant partie de cette réunion reconnaissant qu'un très grand et très réel effort ayant été fait depuis peu par ce département, il était inutile de demander l'impossible de quoi que ce soit.

En effet, quatre projets importants, touchant tous aux questions sociales, ont été déposés depuis peu par le Gouvernement.

Si dans un avenir prochain, la section espère voir compléter notre édifice de lois industrielles et sociales, le moment ne semblait pas venu de soulever ces problèmes cette année.

Le Budget du travail sera discuté, indirectement tout au moins :

1° A propos de la loi sur les assurances sociales, qui est aujourd'hui à l'ordre du jour de la Chambre ;

2° Des modifications à apporter à la loi sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants, projet déjà rapporté ;

3° Des modifications à faire à la loi sur le repos dominical, projet rapporté ;

4° Et enfin, à propos du projet de loi sur l'institution des commissions des

(1) Budget, n° 4^{VIII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. de Liedekerke, Troolet, Goethals (Frans), Ozeray, Goblet, Imperiali.

conflits du travail et l'intervention des tiers dans les grèves et les renvois collectifs, projet qui émane du Département du Travail et doit être rapporté incessamment par un membre de la minorité.

La discussion s'est plutôt portée sur le détail de certains articles.

La section centrale a désiré obtenir quelques éclaircissements sur le montant des frais de route et de séjour, ainsi que sur les nombreux articles du budget comprenant la rubrique : *Missions et frais de déplacements à l'étranger*.

Les frais de route et de séjour de l'article 4 visent les déplacements *dans le pays* des agents sédentaires de l'administration centrale et des fonctionnaires de quelques services d'inspection qui ne disposent pas d'un crédit spécial pour frais de route et de séjour, tels que le service technique de l'office des métiers et négoce et le service d'inspection des explosifs.

Les autres articles où se trouve l'intitulé « Missions et frais de déplacements à l'étranger », se rapportent tous aux déplacements à l'étranger et aux frais de missions spéciales pour conférences, congrès, etc., etc. Il en est question à chaque chapitre du budget, et cette manière de faire a été en grande partie adoptée pour sauvegarder les intérêts du Trésor public. Grâce à cette organisation, tous les services portent une réelle responsabilité quand ils engagent une dépense, ce qui n'existait pas quand toutes les charges résultant des voyages à l'étranger étaient portées sur un même article du budget dont le secrétariat général avait la gestion. Le total de cette dépense en 1913, dont le détail est en annexe, ne s'élève qu'à fr. 6,432.70 chiffre qui n'est certainement pas exagéré.

* * *

La section centrale, désireuse de favoriser l'Association internationale contre le Chômage, ainsi que la section belge de cette institution, a exprimé le désir de voir encourager ces œuvres si éminemment utiles. Ces désirs ont été devancés déjà : en 1913 ces deux associations ont reçu l'encouragement financier de l'État. La première a touché 1,000 francs, la seconde 500 francs.

Un très réel progrès a du reste été fait dans cet ordre d'idées; les subsides pour encourager les institutions de prévoyance en faveur des victimes du chômage involontaire sont passés depuis 1912 de 40,000 à 80,000 francs.

La question de l'inspection des mines et du travail a donné lieu à un échange de vue plus prolongé. Un membre était disposé à croire que l'organisation du premier de ces services était meilleure que celle du second, et proposait d'augmenter le nombre des inspecteurs du travail.

La section ne s'est pas rangée à cette manière de voir; si en fait, le personnel chargé de l'inspection des mines est plus nombreux que celui des inspecteurs du travail, il ne faut pas oublier que l'inspection des mines est plus longue, plus fatigante, plus difficile et pénible que celle des usines.

Sur le deuxième point touché, qui consistait à voir augmenter le nombre des inspecteurs du travail, la majorité de la section a jugé, qu'en augmentant le nombre des inspecteurs, il n'était pas prouvé que l'on apporterait une amélioration sérieuse à ce service, parce que la bonne organisation d'un service ne dépend pas toujours essentiellement du nombre de ses agents,

mais surtout de leurs qualités, et qu'il lui paraissait que les inspecteurs actuellement en fonctions remplissaient très bien et activement leur mission; que, s'ils ne pouvaient pas toujours produire tout le bien que l'on en attendait, le principal motif des défaillances possibles était dû à ce que les ouvriers manquent de confiance vis-à-vis des inspecteurs, que ceci provenait en grande partie d'une tactique adoptée dans certains milieux, et que le fait d'augmenter le nombre de ces fonctionnaires ne remédierait pas, au contraire, à cette situation.

Au surplus, les relevés publiés dans la *Revue du Travail* et les rapports de l'inspection du travail, prouvent suffisamment que leur activité ne peut être contestée.

Si, du reste, par suite de l'extension de leurs attributions, il devenait désirable d'en voir augmenter le nombre, la section centrale comptait sur le ministre compétent pour le faire.

Le service des accidents miniers poursuit avec activité les expériences qui se font à Frameries. Ces essais sont destinés à servir de bases aux travaux de la Commission de revision du règlement minier.

Parmi les améliorations à l'étude, il convient de signaler, que, sous peu pourra paraître un nouvel arrêté concernant les mesures de salubrité à imposer aux fabricants de zinc et de plomb.

Quelques renseignements ont été demandés sur les premiers résultats obtenus en suite de l'application de la loi sur la pension des mineurs.

Voici ceux que nous avons obtenus :

Les Caisses de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, instituées par arrêté royal du 28 août 1911, en exécution de l'article 3 de la loi du 5 juin 1911, sur les pensions de vieillesse, sont entrées en activité le 1^{er} janvier 1912.

Au cours de cette première année d'exercice, 178,306 ouvriers mineurs ont été affiliés à la Caisse de Retraite, par leur intermédiaire.

Le montant des versements effectués par ces ouvriers pendant cette année s'élève à la somme de 2,656,765 francs. Les primes d'encouragement accordées par l'État, pour ces versements, par application de l'article 5 de la loi susdite et conformément aux articles 5 et 8 de loi du 10 mai 1900, atteignent le chiffre de 1,551,322 francs. Il y a lieu d'y ajouter encore les subventions annuelles de 2 francs par livret allouées en vertu de l'article 12 de la loi précitée du 10 mai 1900, dont le montant, pour la même année 1912, est de 335,126 francs.

* * *

En ce qui concerne le service transitoire des pensions et compléments de pension, les Caisses de Prévoyance ont accordé, en 1912, 13,311 pensions de 360 francs à de vieux ouvriers et 2,683 pensions de 180 francs à des veuves de vieux ouvriers. Il en est résulté une dépense de fr. 4,535,191.88, dépense dans laquelle l'État a encore dû intervenir pour une somme de fr. 119,937.37, représentant sa part d'intervention dans le déficit de la Caisse de Prévoyance des Charbonnages du Couchant de Mons, fixée conformément à l'article 9, 3^e de la loi du 5 juin 1911.

Les cotisations imposées aux exploitants, pour ce service, s'élèvent à fr. 4,046,386.08, soit, en moyenne, 1.90 p. c. des salaires payés à leurs ouvriers.

Le mouvement des sommes reçues par les Caisses de Prévoyance et versées par elles, tant pour le service d'affiliation à la Caisse de Retraite que pour le service des pensions, s'est donc élevé dès la première année à fr. 8,130,134.15.

Les dépenses d'administration, y compris les frais de premier établissement (acquisition d'immeubles, frais d'installation, mobilier, etc.) n'ont été que de fr. 282,314.99, soit une charge dépassant à peine 3 p. c. des sommes maniées.

Ce chiffre met en lumière le côté économique de l'organisation des Caisses de Prévoyance et il n'est pas inutile d'ajouter qu'aucune dépense administrative n'est résultée pour l'Etat de l'application de la loi du 5 juin 1911.

Remarquons, enfin, que l'organisation du régime, qui a été terminée au cours de l'année 1913 par les soins de l'administration centrale des mines, a donné les meilleurs résultats.

Du côté patronal comme du côté des ouvriers la loi a été bien accueillie et le fonctionnement régulier du système, sans choc ni heurt, malgré son importance au point de vue social, établie par les chiffres précités, témoigne du mérite de l'œuvre accomplie.

Un membre a également désiré connaître les sommes dépensées en 1913, pour bourses d'études et de voyages portées à l'article 13 de l'enseignement industriel et ménager.

Sur la première question relative aux bourses d'études comprises dans le littéra B de l'article 13, la réponse suivante a été faite : la dépense a été nulle en 1913.

Pour la deuxième question relative aux bourses de voyages, en 1913 l'on a dépensé de ce chef 7,190 francs.

Ces bourses sont accordées à des élèves méritants d'écoles supérieures de commerce subsidiées par le Département, pour leur permettre de faire pendant les vacances des séjours de perfectionnement à l'étranger.

L'ensemble du budget a été adopté par 66 voix contre 18 voix et 11 abstentions par les différentes sections et par 4 voix et 1 abstention par la section centrale.

Le présent rapport est adopté par 4 voix et 1 abstention.

Le Rapporteur,

C^{te} P. DE LIEDEKERKE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



ANNEXE I.

*Caisses de Prévoyance. — Affiliation à la Caisse de Retraite.
Primes et subventions. — 1912.*

Désignation des caisses.	Nombre d'ouvriers affiliés.	Verséments effectués par les affiliés.	Primes de l'État.	Subventions de 2 francs par livret.
Couchant de Mons . . .	37,061	592,465	352,407.80	72,356
Centre	29,083	399,656	250,822.10	56,144
Charleroi	53,270	729,299	447,365.70	103,280
Namur	6,506	87,847	53,257 »	12,258
Liège.	47,675	847,498	447,469.40	91,088
Total.	173,595	2,656,765	1,551,322 »	335,126

ANNEXE II.

Exercice 1913. — Relevé des frais de missions à l'étranger.

Articles.	Noms des intéressés	Sommes	Total
7	»	»	»
13	Roelans	100 »	
	Wauters.	857.70	957.70
48	Van Lerberghe. . . .	120 »	270 »
	Dewilde.	150 »	
24	Pasquier.	500 »	500 »
25	Julin, A.	740.25	1,955 »
	Dubois, J,	981.65	
	Van Melle	233.10	
33	Van de Weyer	1,000 »	2,000 »
	Fabri	1,000 »	
42	Delmer	750 »	750 »
	Total		6,432.70

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1914.

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1914⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

Daar ik verlang mij naar het gebruik — ik zal zelfs zeggen naar de overlevering — te voegen, wil ik in dit verslag zoo nauwkeurig mogelijk de bespreking samenvatten waarvan de Begrooting van Nijverheid en Arbeid het voorwerp was in de Middenafdeeling.

Deze bespreking was betrekkelijk kort, aangezien geen van de groote economische vraagpunten werd aangeraakt.

Daar de leden van deze vergadering erkenden dat, sinds korten tijd, dit Departement eene zeer groote en wezenlijke poging had gedaan, was het onnoodig het onmogelijke te eischen van wie het ook zij.

Inderdaad, vier belangrijke ontwerpen, betreffende alle de sociale vraagstukken, werden onlangs door de Regeering ingediend.

De Middenafdeeling wenscht het geheele gebouw der industriele en sociale wetten eerlang te zien voltooiën, doch zij oordeelde dat het dit jaar nog niet paste deze vraagstukken op te werpen.

De Begrooting van Arbeid zal, ten minste, op onrechtstreeksche wijze behandeld worden naar aanleiding van :

1^o De beraadslaging over het wetsvoorstel voor goedkope woningen, dat op de dagorde voorkomt ;

2^o De wijziging van de wet op den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen, over welk ontwerp verslag werd uitgebracht ;

3^o De wijziging der wet op de Zondagsrust, over welk ontwerp insgelijks verslag werd uitgebracht ;

4^o En eindelijk, het ontwerp van wet op de instelling van commissiën voor

(1) Begrooting, n^o 4^{VIII}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren de Liedekerke, Troolet, Goethals (Frans), Ozeray, Goblet, Imperiali.

arbeidsgeschillen en het optreden van derden bij stakingen en gemeenschappelijke opzeggingen. Dit ontwerp gaat uit van het Departement van Nijverheid en Arbeid en eerlang zal een lid der minderheid daarover verslag uitbrengen.

De bespreking liep veeleer over de kleine bijzonderheden van sommige artikelen.

De Middenafdeeling verlangde eenige ophelderingen te bekomen betreffende het bedrag van de reis- en verblijfkosten, evenals over de talrijke artikelen van de begrooting vermeld onder de rubriek : *Zendingen en reiskosten buiten het Rijk*.

De reis- en verblijfkosten, bedoeld in artikel 4, betreffen de verplaatsingen, *binnenlands*, van de kantoorbeambten bij het Hoofdbestuur en van de ambtenaren van eenige toezichtsdiensten, die niet beschikken over een bijzonder krediet voor reis- en verblijfkosten, zooals de technische dienst voor ambachten en neringen en den toezichtsdienst op de ontplofbare stoffen.

Al de overige artikelen, waar de vermelding : « Zendingen en reiskosten buiten het land » voorkomt, betreffen verplaatsingen buiten het land en kosten wegens bijzondere zendingen voor conferentiën, congressen, enz., enz. In ieder hoofdstuk van de Begrooting is daarvan sprake en deze doenwijze werd grootendeels aangenomen om de belangen van de Staatskas te vrijwaren. Dank aan deze inrichting dragen al de diensten, wanneer zij eene uitgave veroorzaken, eene wezenlijke verantwoordelijkheid, welke niet bestond, toen nog al de lasten wegens reizen in het buitenland gebracht werden op een enkel artikel der Begrooting, waarvan het algemeen secretariaat het beheer had. Voor 1915 bedroeg deze uitgave in 't geheel (de omstandige opgave verschijnt als bijlage) slechts fr. 6,432.70, wat voorzeker niet overdreven is.

*
* *

De Middenafdeeling, die de Internationale Vereeniging tegen werkloosheid, evenals de Belgische afdeeling van deze instelling verlangt te bevorderen, uitte den wensch dat deze zoo hoogst nuttige instellingen zouden aangemoedigd worden. Tot deze wenschen werd reeds vooraf toegetreden : in 1913 ontvingen beide vereenigingen de geldelijke ondersteuning van den Staat. De eerste ontving 1,000 frank, de tweede 500 frank.

Overigens werd, in dit opzicht, een zeer werkelijke vooruitgang verwezenlijkt ; sedert 1912 stegen de toelagen tot bevordering van de voorzorgsinstellingen ten bate van de slachtoffers van onvrijwillige werkloosheid, van 40,000 tot 80,000 frank.

De quaestie van het mijn- en arbeidstoezicht gaf aanleiding tot eene langdurige gedachtenwisseling. Een lid was geneigd te denken dat de oprichting van den eersten dezer diensten beter was dan die van den tweeden ; hij stelde voor, het getal arbeidsopzieners te vermeerderen.

De Middenafdeeling nam deze zienswijze niet aan ; is, feitelijk, het perso-

neel van de mijninspectie talrijker dan dat van het arbeidstoezicht, toch moet men niet vergeten dat het toezicht der mijnen meer tijd vergt, meer afmattend, moeilijker en lastiger is dan dat der werkplaatsen.

Wat het tweede punt betreft, te weten de vermeerdering van het getal arbeidsopzieners, achtte de meerderheid van de Middenafdeeling het niet bewezen dat men, het aantal opzieners vermeerderend, dezen dienst ernstig zou verbeteren. Immers, de goede inrichting van een dienst hangt niet altijd hoofdzakelijk af van het getal zijner bedienden, maar wel van dezer hoedanigheden; en het scheen haar toe dat de thans in dienst zijnde opzieners hunne zending zeer wel en met ijver vervullen. Konden zij niet altijd al het goede verrichten, dat men van hen verwachtte, dan ligt de reden daarvan in het feit, dat de arbeiders geen vertrouwen stellen in de opzieners, hetgeen grootendeels het gevolg was van eene tactiek, in zekere middens aangenomen: die toestand zou door de vermeerdering van het aantal ambtenaren niet kunnen verholpen worden, wel integendeel.

Bovendien bewijzen de opgaven, in het *Arbeidsblad* verschenen, en de verslagen van het Arbeidstoezicht, dat hunne werkzaamheid niet kan in twijfel getrokken worden.

Mocht het overigens, door de uitbreiding hunner bevoegdheid, wensche-lijk worden dat het aantal opzieners werd vergroot, dan rekende de Middenafdeeling op den daartoe bevoegden Minister.

De dienst voor de mijnongevallen houdt zich ijverig bezig met de proefnemen die gedaan worden te Frameries. Die proefnemen zullen de werkzaamheden van de herzieningscommissie van het mijnreglement tot grondslag dienen.

Veel verbeteringen liggen ter studie; dienaangaande willen wij doen opmerken dat eerlang een nieuw besluit zal kunnen verschijnen betreffende de gezondheidsmaatregelen, aan de zink- en loodfabrikanten op te leggen.

Omtrent de eerste uitslagen, bekomen door de toepassing van de wet op de mijnwerkerspensioenen, werden enkele inlichtingen gevraagd.

Ziehier de uitleggingen welke wij bekwamen:

De Voorzorgskassen ten behoeve van de mijnwerkers, ingesteld bij koninklijk besluit van 28 Augustus 1911, ter uitvoering van artikel 3 der wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen, zijn in werking getreden op 1 Januari 1912.

In den loop van dit eerste dienstjaar werden, door hare tuschenkomst, 178,306 mijnarbeiders bij de Pensioenkas aangesloten.

De som der stortingen, die door deze werklieden gedurende dit eerste jaar werden gedaan, bedraagt 2,656,765 frank.

De aanmoedigingspremiën, door den Staat voor die stortingen toegestaan krachtens artikel 5 van gemelde wet en overeenkomstig de artikelen 5 en 8 der wet van 10 Mei 1900, bedragen 1,551,322 frank. Men moet er nog bijvoegen de jaarlijksche tegemoetkoming van 2 frank per pensioenboekje, toegestaan krachtens artikel 12 der gezegde wet van 10 Mei 1900, waarvan het gezamenlijk bedrag, voor hetzelfde jaar 1912, 335,126 frank bereikt.

Wat betreft den overgangsdienst der pensioenen en aanvullende pensioenen, hebben, in 1912, de Voorzorgskassen 13,311 pensioenen van 360 frank uitgekeerd aan oude werklieden en 2,683 pensioenen van 180 frank aan weduwen van oude werklieden. Dit heeft eene uitgave gevegd van fr. 4,533,191.88, waarin de Staat nogmaals moest bijdragen voor eene som van fr. 119,937.37; deze som vertegenwoordigt het aandeel van zijne bijdrage in het tekort van de Voorzorgskassen der « Charbonnages du Couchant de Mons », bepaald overeenkomstig het n° 3° van artikel 9° der wet van 5 Juni 1911.

De bijdragen, voor dezen dienst aan de mijnbestuurders opgelegd, bereiken fr. 4,046,386.08, dus gemiddeld 1.90 t. h. van de uitbetaalde werkloonen.

Het bedrag der sommen, door de Voorzorgskassen ontvangen en gestort, zoo voor den dienst der aansluiting bij de Pensioenkas als voor den dienst der pensioenen, beloopt dus, van 't eerste jaar af, meer dan fr. 8,130,134.15.

De uitgaven van beheer, daarin begrepen de kosten van eerste inrichting (aankoop van onroerende goederen, kosten van vestiging, van meubilering, enz.), bedroegen slechts fr. 282,314.99, eene som die dus niet boven 5 t. h. van de verhandelde sommen gaat.

Dit cijfer stelt de economische zijde van de inrichting der Voorzorgskassen duidelijk op den voorgrond en het is niet onnoodig hier bij te voegen dat, voor den Staat, uit de toepassing der wet van 5 Juni 1911 geene enkele bestuursuitgave is voortgesproten.

Laten wij ten slotte opmerken dat de regeling van het stelsel, die in den loop van het jaar 1913 door de zorgen van het Middenbestuur werd voltrokken, de beste uitslagen heeft opgeleverd.

Zoowel door de werkgevers als door de arbeiders werd de wet goed onthaald en de geregelde werking van het stelsel, zonder horten of stooten, niettegenstaande zijn groot sociaal belang, bewezen door de bovengemelde cijfers, getuigt van de hooge waarde van het verrichte werk.

Een lid drukte eveneens het verlangen uit, de sommen te kennen, die in 1913 werden uitgegeven voor studiebeurzen en studiereizen en uitgetrokken zijn in artikel 13 van het beroeps- en huishoudonderwijs.

Op de eerste vraag betreffende de studiebeurzen, begrepen in littera B van artikel 13, werd het volgend antwoord gegeven : « In 1913 werd er niets uitgegeven ». En op de tweede vraag, betreffende de reisbeurzen : « In 1913 werd daarvoor uitgegeven 7,190 frank ».

Deze beurzen worden verleend aan de verdienstelijke leerlingen der hogere handelsscholen, waarvan de Staat toelagen verleent, om hun toe te laten zich gedurende den verloftijd in 't buitenland verder te bekwamen.

De geheele Begrooting werd door de verschillende afdeelingen aangenomen met 66 stemmen tegen 18 en 11 onthoudingen, door de Middenafdeeling met 4 stemmen en 1 onthouding.

Dit verslag werd goedgekeurd met 4 stemmen en 1 onthouding.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

Graaf P. DE LIEDEKERKE.

F. SCHOLLAERT.

BIJLAGE I.

*Voorzorgskassen. — Aansluiting bij de Pensioenkas.
Premiën en tegemoetkomingen. — 1912.*

Kassen.	Getal aangesloten werklieden.	Stortingen gedaan door de aangeslotenen.	Staatspremiën.	Tegemoetkoming van 2 frank voor elk boekje.
Couchant de Mons	37,061	592,465	352,407.80	72,356
Centrum.	29,083	399,656	250,822.40	56,144
Charleroi	53,270	729,299.	447,365.70	103,280
Namen	6,506	87,847	53,257 »	12,258
Luik	47,675	847,498	447,469.40	91,088
Totaal	173,595	2,656,765	1,551,322 »	335,126

BIJLAGE II.

Dienstjaar 1913. — Staat van de kosten voor zendingen buiten het land.

Artikelen.	Naam van de belanghebbenden	Sommen	Totaal
7	»	»	»
13	Roelans	100 »	957.70
	Wanters	857.70	
18	Van Lerbergh	120 »	270 »
	Dewilde	150 »	
24	Pasquier	500 »	500 »
25	Julin, A.	740.25	1,955 »
	Dubois, J.	981.65	
	Van Melle	233.40	
33	Van de Weyer	1,000 »	2,000 »
	Fabri	1,000 »	
42	Delmer	750 »	750 »
	Totaal		6,432.70